

Bienvenue au Royaume-Uni

Parentalite * AU ROYAUME-UNI



(* Parentalite = l'activité d'élever un enfant en tant que parent)



Tous les parents veulent s'assurer que leurs enfants sont en sécurité, en bonne santé et heureux et qu'ils ont des opportunités pour leur avenir. S'installer dans un nouveau pays présente de nombreux défis, car il existe des lois différentes, des systèmes différents, des attentes différentes et bien sûr une langue différente. Les informations contenues dans cette brochure ont été sélectionnées par des personnes qui sont et étaient elles-mêmes des demandeurs d'asile. Il est basé sur ce qu'ils auraient aimé savoir à leur

arrivée. Ils espèrent que cela peut vous aider à éviter des problèmes avec les autorités locales, car ce qui vous semble normal pourrait en fait créer des problèmes ici.

Aller à l'école

Dans la législation britannique, les enfants doivent être scolarisés à plein temps entre 5 et 16 ans et les enfants âgés de plus de 16 et jusqu'à 18 ans doivent suivre une forme d'éducation ou de formation.

Les parents sont légalement tenus de veiller à ce que leurs enfants aillent à l'école, ce n'est donc pas un choix! Manquer l'école signifie qu'un enfant peut prendre du retard dans ses apprentissages. Les parents ne peuvent pas garder les enfants à la maison à moins qu'il n'y ait une raison valable et qu'ils en aient informé l'école. Les parents ne peuvent pas garder leurs enfants à la maison sans raison valable et sans avoir téléphoné à l'école avant 8h30 le matin. Toutes les écoles contrôlent l'assiduité tous les jours et les parents peuvent se voir infliger une amende ou une décision de justice s'ils ne sont pas présents. Pour plus d'informations: <https://www.gov.uk/browse/childcare-parenting/schools-education>



Protéger les enfants contre les préjudices

Le rôle que jouent les autorités locales dans la vie d'un enfant au Royaume-Uni peut être très différent de celui qu'elles jouent dans votre pays d'origine. Beaucoup de gens les trouvent beaucoup plus impliquées dans la vie d'un enfant et dotées de plus de pouvoirs pour intervenir lorsqu'elles estiment qu'un enfant risque de subir des préjudices. Les parents sont responsables de la sécurité et du bien-être de leurs enfants, mais les autorités locales ont également l'obligation légale de protéger et de promouvoir le bien-être des enfants dans leur région. Les visiteurs de santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, le conseil municipal et la police jouent tous un rôle dans l'identification et le soutien des enfants considérés comme étant en danger.

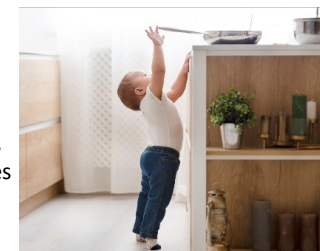
Ils surveillent les signes de maltraitance ou de négligence, tels que des blessures inexpliquées, une détresse émotionnelle, la malpropreté ou la faim, ou le fait d'être laissé seul sans surveillance. Si une école, un visiteur de santé ou un membre du public signale à la police ou aux travailleurs sociaux des inquiétudes concernant la sécurité et le bien-être d'un enfant, ils doivent mener une enquête. Ils rendront visite aux parents pour examiner ces préoccupations et discuter de la nécessité d'apporter des changements afin d'éliminer les risques persistants. Si aucun changement n'est

apporté, ils ont le pouvoir de placer l'enfant sous la tutelle du conseil local.

Supervision des enfants

Un enfant non surveillé court un risque de préjudice car il ne sait peut-être pas comment éviter le danger ou à qui faire confiance. Si un parent ne surveille pas un enfant de manière à ce que cela lui fasse courir un risque de préjudice, il sera considéré comme négligent.

Les directives nationales stipulent que les bébés et les très jeunes enfants ne doivent jamais être laissés seuls, même pendant 15 minutes, le temps que vous alliez faire quelques courses. Les enfants de moins de 12 ans sont rarement assez mûrs pour être laissés seuls, ou pour s'occuper d'enfants plus jeunes, ou pour cuisiner eux-mêmes sans la surveillance d'un adulte. Les enfants de moins de 16 ans ne doivent pas être laissés seuls pendant la nuit.



La loi ne précise pas d'âge auquel vous pouvez laisser un enfant seul, car les enfants grandissent à un rythme différent. Utilisez votre jugement sur la maturité de votre enfant avant de décider de le laisser seul n'importe où et éliminer les risques, tels que des couteaux tranchants ou une fenêtre ouverte d'où un enfant pourrait tomber, et s'assurer qu'ils savent ce qu'il faut faire en cas d'urgence.



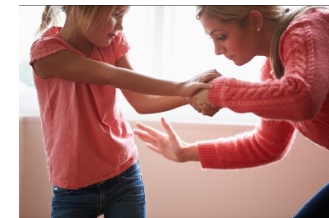
Les jeunes enfants doivent également être surveillés par un adulte s'ils jouent à l'extérieur. Les enfants âgés de 6 à 12 ans sont généralement considérés comme trop jeunes pour se rendre seuls à l'école et en revenir et les parents sont censés accompagner ces jeunes enfants à l'école, les déposer et Les ramasser. Les écoles ne permettent pas à un enfant d'être récupéré par un inconnu. Les parents doivent contacter l'école s'ils ont besoin de faire venir quelqu'un d'autre ce jour-là.

Tout cela peut contraster avec ce qui est acceptable dans votre pays, où les enfants peuvent être responsabilisés à un âge plus précoce. Mais il est très important de comprendre l'approche différente au Royaume-

Uni. Pour plus d'informations: <https://www.nspcc.org.uk/keeping-children-safe/>

Discipliner les enfants

Dans de nombreux pays du monde, les attitudes à l'égard du recours aux châtiments corporels pour discipliner les enfants, tels que les gifles, ont changé. Au Royaume-Uni, cette pratique est désormais considérée comme abusive et néfaste. Le message le plus simple est de ne pas utiliser de punition physique pour discipliner votre enfant. Et ne menacez pas non plus votre enfant de punition physique.



Aucune forme de punition ne devrait jamais laisser un enfant avec un gonflement, des ecchymoses, des coupures ou des écorchures, une rougeur de la peau, des écorchures ou des égratignures. De nombreux services locaux sont tenus par la loi de signaler toute connaissance de châtiments corporels infligés aux enfants ou d'autres abus. S'ils considèrent que l'enfant court un risque continu de subir des préjudices, ils ont le pouvoir de confier cet enfant aux soins de l'autorité locale.



utilisez n'importe quel type d'outil pour frapper votre enfant, comme une ceinture ou une cuillère.

Si vous avez utilisé des châtimements corporels pour discipliner votre enfant à la maison, vous devrez trouver des méthodes alternatives pour gérer le comportement de votre enfant maintenant que vous êtes au Royaume-Uni.

Vous pouvez obtenir ce soutien de l'équipe d'aide précoce de votre municipalité. Ils organisent des ateliers sur les

méthodes alternatives et peuvent également venir chez vous pour vous aider à utiliser ces méthodes si votre enfant a un comportement particulièrement difficile et stimulant.

Pour plus d'informations: <https://learning.nspcc.org.uk/safeguarding-child-protection/early-help-early-intervention> et <https://www.familylives.org.uk/advice/primary/behaviour/positive-discipline/>

Être parent peut être plus difficile lorsqu'une famille entière vit des niveaux élevés de stress et d'anxiété tout en s'adaptant à une nouvelle vie et en attendant une décision sur sa demande d'asile. Et les membres de la famille sont susceptibles de subir des traumatismes dus à des choses qu'ils ont vécues chez eux. Tout cela peut conduire à des tensions accrues à la maison et les parents peuvent être plus rapides à réagir aux choses et avec plus de colère que d'habitude. La recherche montre également que les traumatismes affectent considérablement le comportement d'un enfant. Par exemple, les adolescents peuvent avoir plus de mal à gérer leur colère. Tout cela peut rendre la gestion du comportement d'un enfant encore plus difficile pour les parents.

Les parents inquiets de l'impact d'un traumatisme sur leur enfant peuvent contacter le service d'assistance téléphonique gratuit Young Minds pour obtenir des conseils confidentiels d'experts : <https://youngminds.org.uk/find-help/for-parents/parents-helpline/>

Établir une relation avec l'école et les travailleurs sociaux

Les écoles sont tenues d'enregistrer dans un système informatique central toute préoccupation concernant la sécurité et le bien-être d'un enfant. Si le dossier d'un enfant montre qu'il est arrivé à l'école sale ou affamé de manière répétée, l'école contactera les parents. Si les parents ont des difficultés, l'école peut leur proposer le soutien d'une équipe d'aide précoce, qui élaborera un plan d'aide pour cette famille. Mais si les parents ne communiquent pas avec l'école ou n'acceptent pas l'offre de soutien, l'école transmettra leurs préoccupations à un travailleur social.

Certains problèmes déclencheront une référence automatique de l'école à un travailleur social. Ce sont des préoccupations concernant la maltraitance des enfants. Si un enfant dit: «Ma mère m'a frappé», l'école fera une référence immédiate et un travailleur social contactera les parents pour enquêter et élaborer un plan d'action pour améliorer la prise en charge de l'enfant si nécessaire.

Cela peut être alarmant, mais la meilleure réaction est d'écouter les préoccupations de l'assistant social, d'être prêt à en discuter pour découvrir les problèmes qui peuvent mettre en danger la sécurité de l'enfant et d'être ouvert à l'identification de solutions. Cela peut signifier que les parents doivent changer leur façon de faire, mais ils seront soutenus.

Mais si les parents restent silencieux, l'assistant social ne peut pas s'acquitter de son devoir de protection de l'enfance et veiller à ce que l'enfant soit à l'abri du danger. S'il ne peut pas enquêter, il ne peut pas éliminer les risques pour l'enfant, et il est donc plus probable qu'il doive demander le retrait de l'enfant de sa famille. Bien entendu, personne ne souhaite que cela se produise.

Quel que soit le problème, l'intervention s'intensifiera toujours si les parents n'entament pas de discussions, n'acceptent pas les offres de soutien ou ne changent pas leur façon de faire.

Relations entre les parents à la maison

Les enfants peuvent subir des dommages émotionnels graves et durables s'ils sont témoins ou s'ils entendent parler de violence ou d'autres abus entre leurs parents, même si l'enfant n'est pas lui-même la cible de ces abus. Il est prouvé que la violence domestique peut sérieusement affecter leur vie, en particulier s'ils y sont exposés à un très jeune âge.



Elle peut affecter leur capacité à se concentrer et à progresser à l'école, entraîner des dépressions et des troubles de l'alimentation, ainsi qu'un comportement plus agressif ou renfermé. Les enfants sont également plus susceptibles d'être affectés par la violence à l'âge adulte, que ce soit en tant qu'auteurs ou en tant que victimes. La violence domestique est contraire à la loi. Si la police ou les travailleurs sociaux qui enquêtent sur des cas de violence domestique découvrent qu'un enfant y vit, ils peuvent décider que l'un des parents doit quitter le domicile pour éviter tout risque de préjudice supplémentaire pour l'enfant, ou placer l'enfant sous la tutelle d'un conseil local.

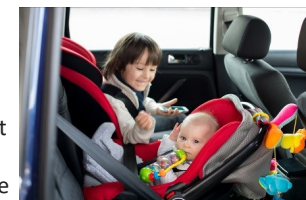
La circoncision féminine

Les mutilations génitales féminines ou l'excision sont illégales au Royaume-Uni. Elles sont considérées comme une forme de maltraitance des enfants, causant des dommages physiques et psychologiques durables. Le fait d'organiser, de pratiquer, d'assister ou d'encourager les mutilations génitales féminines de quelque manière que ce soit constitue une infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement de 14 ans. Le fait d'emmener un enfant hors du Royaume-Uni pour qu'il subisse une MGF constitue également une infraction pénale.

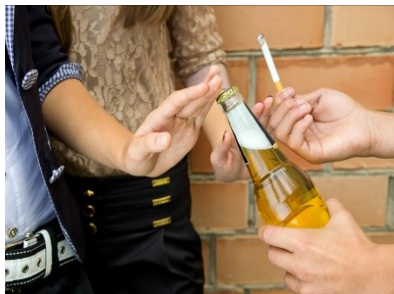
La loi sur les enfants et les voitures



Pour protéger la santé des enfants, il est interdit de fumer dans une voiture si une personne de moins de 18 ans s'y trouve. Les enfants jusqu'à 12 ans doivent utiliser un siège enfant adapté à leur âge, leur taille et leur poids. Des exceptions ne sont faites que si un enfant voyage dans un taxi et que le conducteur ne fournit pas de siège enfant approprié, ou si vous devez effectuer un voyage d'urgence ou inattendu sur une courte distance.



Aider votre enfant à respecter la loi



Les parents peuvent s'assurer que leur enfant sait en quoi la législation britannique diffère de celle à laquelle il est habitué. Votre enfant n'a pas le droit d'acheter de l'alcool avant l'âge de 18 ans. Il est également illégal pour quiconque de vendre ou d'acheter de l'alcool à une personne de moins de 18 ans. L'âge minimum légal pour fumer est de 16 ans. Mais un enfant n'est pas autorisé à le faire. acheter des cigarettes jusqu'à l'âge de 18 ans. Toute personne surprise en train d'utiliser, de posséder ou de vendre des drogues illicites

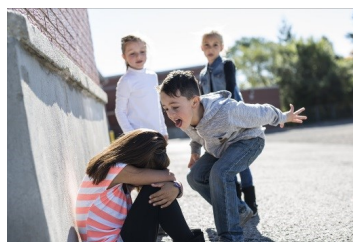
peut être arrêtée. Les parents doivent avertir leurs enfants des dangers de devoir porter ou livrer un colis pour quelqu'un d'autre. Il est illégal pour un garçon ou une fille d'avoir des relations sexuelles avec des personnes de moins de 16 ans, même si elles le souhaitent. Sex Les rapports sexuels avec une personne âgée de plus de 16 ans doivent toujours avoir lieu avec son consentement. L'activité sexuelle sans consentement est un viol ou une agression sexuelle, qui est un crime. La peine peut être une peine de prison allant jusqu'à 15 ans. En Angleterre, l'âge minimum légal pour se marier est de 16 ans. Ils doivent cependant avoir le consentement de leurs parents. Le mariage est autorisé à 18 ans sans le consentement des parents.

Protéger votre enfant contre l'intimidation, la haine et la cyber-violence



Si un enfant cible un autre enfant dans l'intention de lui faire du mal, que ce soit physiquement ou émotionnellement, on parle d'intimidation et cela est très dommageable pour un enfant. Les parents devraient essayer d'encourager leur enfant à leur parler et à partager leurs préoccupations au sujet de l'école, sinon ils pourraient souffrir en silence. Premièrement, parlez au professeur de votre enfant et expliquez vos inquiétudes. Vous ne devriez pas essayer de vous en occuper vous-même en parlant à l'autre enfant ou à ses parents. Toutes les écoles doivent avoir une politique de comportement, qui indiquera comment elles géreront le comportement des enfants à l'école.

Certaines formes d'intimidation sont illégales. Cela comprend la violence ou les agressions, le vol, le harcèlement ou l'intimidation répétés et les crimes de haine. La haine est l'endroit où l'enfant est ciblé en raison de sa religion ou de sa race. Cela ne sera pas toléré.



Si l'abus se répète, demandez à parler au chef d'année de l'école. Vous pouvez également vous adresser à la police, en particulier en cas d'abus plus graves tels que la violence, le vol, l'intimidation, le harcèlement et les crimes de haine. Pour plus de conseils sur la façon dont les parents peuvent protéger leurs enfants contre les brimades, voir <https://www.bullying.co.uk/bullying-at-school/advice-on-contacting-your-child-s-school-about-bullying/>

Les enfants se connectent à un jeune âge et apprennent rapidement à explorer le Web. Ils peuvent être exposés à la cyberintimidation et aux abus, et à accéder à des contenus inappropriés et nuisibles via leurs smartphones ou autres appareils numériques. C'est un vrai souci pour tous les parents. Cela peut avoir de graves répercussions sur la confiance, l'estime de soi et la santé d'un enfant. Encore une fois, il est important que les parents parlent à leurs enfants de ces dangers et des risques liés aux sites Web et aux applications qu'ils utilisent. Encouragez-les à vous parler de tout ce qui leur est arrivé ou de leurs préoccupations.

Les parents peuvent obtenir des conseils sur la façon de protéger leurs enfants contre les préjudices en ligne, par exemple en utilisant des outils et des filtres de contrôle parental, et savoir comment signaler la cyberintimidation et les abus. Il existe des organisations qui fournissent des conseils pratiques et vous aident à signaler les incidents afin que des mesures puissent être prises pour empêcher que cela ne se reproduise. Voir <https://www.bullying.co.uk/cyberbullying/>



Droits des parents et des enfants

Si une autorité locale enquête sur des préoccupations concernant la sécurité d'un enfant, les parents et l'enfant ont tous deux des droits. Les professionnels parleront aux parents et à l'enfant. Ils essaieront de savoir ce que l'enfant souhaite qu'il se passe, car l'enfant a le droit d'être entendu dans toute décision de protection prise concernant son avenir. Les parents ont le droit de demander un interprète pour s'assurer qu'ils comprennent les informations qui leur sont données et qu'ils peuvent s'exprimer clairement. Ne signez les documents que si vous en comprenez le sens et les conséquences éventuelles. Si un cas de protection est établi, les parents ont le droit d'être représentés par un avocat spécialisé dans le droit de la famille. Cette représentation peut être gratuite dans le cadre de l'aide juridictionnelle si vous bénéficiez de l'aide à l'asile du ministère de l'intérieur. L'assistant social devrait vous donner des informations à ce sujet et vous pouvez également obtenir des informations et des conseils gratuits, impartiaux, indépendants et confidentiels auprès du Citizens Advice Bureau le plus proche.



Des informations détaillées sur toutes les questions abordées dans cette brochure sont disponibles dans la ressource d'apprentissage en ligne « Parenting in the UK » (Être parent au Royaume-Uni) sur le site web du North East Migration Partnership. <https://www.nemp.org.uk/>